

Le socle de protection sociale en Inde

Résumé, 30 août 2011

Ces dernières années, la problématique de l'extension de la protection sociale a fait son apparition sur le devant de la scène en Inde, en raison, notamment, du rôle positif que peut jouer la protection sociale dans l'atténuation des conséquences de la crise économique mondiale et interne, et dans le renforcement de la dimension sociale de la mondialisation. D'importantes mesures dans le domaine de la sécurité sociale, de la lutte contre la pauvreté et de la protection sociale sont actuellement mises en œuvre par différents ministères, de concert avec des départements ministériels fédéraux et fédérés, ainsi que la société civile. Globalement, les régimes de protection sociale indiens peuvent être regroupés dans quatre catégories différentes: (i) un cadre programmatique visant à relever le niveau de vie des populations pauvres, (ii) les programmes de sécurité sociale ciblés en faveur des populations les plus pauvres, (iii) les mesures de sécurité sociale en faveur des travailleurs de l'économie informelle et (iv) les mesures de sécurité sociale en faveur des travailleurs de l'économie formelle. Afin d'orienter ses différents régimes, l'Inde dispose d'un cadre juridique étendu. Ses dispositions sont inscrites dans la Constitution, et notamment les articles 38, 39, 41, 42 et 43, qui garantissent le droit à l'emploi, à l'éducation, à l'assistance publique, au travail décent et à l'aide à la maternité.

L'une des principales composantes du socle de protection sociale indien est le régime national d'assurance-maladie, dénommé *Rashtriya Swasthya Bima Yojana* (RSBY). Celui-ci a été créé en 2008 et s'adresse en premier lieu aux populations vivant en dessous du seuil de pauvreté. En 2010, environ 70 millions de personnes y étaient déjà affiliées, soit 24 pour cent de la population cible totale. Le régime offre des indemnités pour les frais d'hospitalisation et de transport. L'Etat assure son financement dans son intégralité, si l'on omet les frais d'inscription annuels de 30 roupies (0,70 dollar), ce qui représente une dépense d'environ 8 000 millions de roupies (174 millions de dollars), soit 0,013 pour cent du PIB. L'une des principales caractéristiques du régime est le recours à la technologie pour son fonctionnement. Ainsi, chaque bénéficiaire se voit remettre une carte à puce lui permettant de faire valoir ses droits dans un des 6 000 hôpitaux que compte le réseau de prestataires de santé.

La loi nationale Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi en milieu rural (*Mahatma Gandhi National Rural Employment Guarantee Act*, MGNREGA), qui a été adoptée en 2005, constitue un autre programme de protection sociale essentiel. Au titre de ce programme, un ménage est en droit d'exiger jusqu'à 100 jours de travail par an, effectué sur l'un des chantiers publics. Ceux-ci entrent dans le cadre de projets d'aménagement du territoire, de gestion des ressources en eau ou encore de développement d'infrastructures, tels que la construction de routes. En 2010-11, ce sont 2 900 millions de journées de travail qui ont ainsi été procurées à 52 millions de ménages. Ce programme est considéré comme l'un des plus importants dispositifs fondés sur les droits au monde intégrant protection sociale et emploi.

Parmi les autres programmes constituant le socle de protection sociale indien figurent les régimes de pension en faveur des personnes âgées, des personnes handicapées et des veuves vivant en dessous du seuil de pauvreté (les régimes dits *Indira Gandhi*), et un ensemble d'autres programmes garantissant, entre autres, l'accès à l'éducation, à l'alimentation, au logement et à l'eau pour les populations pauvres et défavorisées.

Malgré toutes ces mesures, nombre de personnes n'ont toujours pas accès aux services de protection sociale. A l'heure actuelle, 94 pour cent de la main d'œuvre indienne, soit environ 370 millions de travailleurs, évolue dans l'économie informelle. Offrir à l'ensemble de ces personnes et à leur famille une protection sociale qui réponde à leurs besoins est l'un des principaux défis que devra relever l'Inde afin d'universaliser la protection sociale.

